

CHAMAILLARD Claire

De: Pierre Mattei [pierremaitei@orange.fr]
Envoyé: jeudi 4 décembre 2008 23:04
À: ACNumerotation
Objet: Observations sur la consultation publique sur les besoins futurs en numéros mobiles et l'ouverture de la tranche 07 au service mobile
Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Orange
Pièces jointes: Consultation ARCEP.pdf

Monsieur le Président,

En temps que particulier utilisateur de services mobiles et ancien opérateur GSM à l'International, j'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, quelques observations sur la consultation publique sur les besoins futurs en numéros mobiles et l'ouverture de la tranche 07 au service mobile.

Cette contribution ne va pas dans le sens de vos préconisations mais je pense qu'elle mérite d'être étudiée en ce sens qu'elle est, à mon avis, plus porteuse d'avenir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président l'assurance de ma parfaite considération.

Pierre Mattei

pierremaitei@orange.fr

Tel : +33 1 43 45 56 83

Mob : +33 6 81 02 12 28

Paris le 4 décembre 2008

A Monsieur le Président de l'ARCEP

Monsieur le Président

Je réponds en tant que particulier et ancien opérateur à l'International à votre consultation publique sur les besoins futurs en numéros mobiles et l'ouverture de la tranche 07 au service mobile.

Le Plan de Numérotation à dix chiffres actuel a été mis en place à une époque où les besoins en numéros fixes étaient assez bien vus et où les besoins en numéros mobiles n'avaient pas été identifiés au niveau qu'ils ont atteint aujourd'hui et qu'ils risquent d'atteindre dans le futur.

Les besoins en numéros auxquels les opérateurs ont à faire face pour leur développement ont donc conduit l'Autorité à proposer l'ouverture de la séquence 07 pour assurer ce développement.

Une telle mesure permettrait effectivement de doubler le nombre de numéros offerts.

Mais il faut remarquer que personne n'a aujourd'hui d'idée précise sur le nombre de numéros nécessaires pour assurer les besoins des utilisateurs en fonction des besoins actuels et futurs, besoins qui dépendent de paramètres techniques, commerciaux et tarifaires liés à la fois aux besoins des utilisateurs et des disponibilités en fréquences permettant un accroissement de l'offre de services.

Je veux citer :

- Le taux de remplissage effectif des séries de plus en plus faible pour des raisons commerciales ou d'exploitation liées notamment à une consommation accrue de numéros due à la baisse tendancielle du prix des tarifs prépayés et à la nécessité de ne pas réattribuer trop rapidement les numéros
- Le nombre de cartes SIM par client qui augmentera en fonction de la baisse des tarifs puisque le développement continu de tarifs *on-net* conduit les utilisateurs à optimiser le réseau utilisé en fonction du réseau du destinataire, comme on le voit d'ailleurs dans d'autres pays (taux de pénétration supérieure à 100%)
- Les connections *data* qui nécessiteront une SIM par terminal, ordinateur ou PDA...
- Les besoins en communication M2M pour des utilisations mobiles

L'ouverture de la séquence 07 ne permettrait que de doubler le nombre de numéros offerts en bloquant toute évolution ultérieure puisqu'il n'y aura plus alors de séquence disponible pour les besoins des mobiles, ainsi d'ailleurs que pour tout autre besoin - non identifié aujourd'hui - qui pourrait apparaître dans le futur sauf à utiliser des expédients comme les séquences 01 à 05 ou la 09 alors que l'utilisateur aime à savoir quel service (et quel tarif) il utilise en appelant tel ou tel préfixe.

Votre proposition prend en compte le fait que la tradition en France est d'avoir un Plan de Numérotation fermé (avec toutefois des exceptions pour les numéros courts) mis en place dans le passé principalement pour des raisons techniques.

D'autres pays ayant aussi un Plan de Numérotation fermé ont été confrontés au même problème que la France pour les services mobiles mais ont eu une approche différente pour le régler alors que - comme en France - leur plan en place est suffisant pour les besoins du téléphone fixe.

Ces pays ont préféré ajouter un chiffre aux numéros des services mobiles ce qui, en France, donnerait des numéros mobiles à onze chiffres tout en conservant des numéros fixes à dix chiffres.

Le passage à onze chiffres en France pour le mobile présenterait les avantages suivants :

- Une multiplication par dix du nombre d'utilisateurs mobiles donnant ainsi des possibilités d'extension largement au-delà des besoins
- La conservation de la série 07 comme série de réserve pour des besoins non actuellement identifiés aujourd'hui.
- La possibilité de reproduire cette solution - onze chiffres - pour les numéros de la série 0800, qui est clairement identifiée par le public en France et à l'International comme un numéro non payant, permettant d'offrir plus de numéros notamment mnémotechniques (*golden numbers*).

La transformation des numéros mobiles se ferait alors par adjonction d'un chiffre immédiatement après le 06, chiffre défini par opérateur ou groupe d'opérateurs, permettant ainsi de traiter les opérateurs existants et futurs, ainsi que les départements d'outre-mer, avec une large marge de croissance ainsi que des possibilités importantes pour les nouveaux usages.

Qu'en serait-il alors des inconvénients et des difficultés ?

- Vis-à-vis des abonnés : cela leur demandera une adaptation mais on sait comment faire puisqu'on en a l'expérience, les coûts les plus importants étant liés à l'information dans le cas des clients commerciaux (coût d'impression).
- Vis-à-vis des opérateurs dans les pays distants : c'est uniquement un problème d'information, d'autres pays l'ont fait.
- Vis-à-vis des MNO et MVNO : on assistera à une certaine mauvaise humeur en raison des frais à engager, techniques, informatiques, commerciaux... et du travail à effectuer, mais ces frais, relativement modestes, et ce travail peuvent être évalués aisément et étalés pendant la période de mise en œuvre ; il ne faut toutefois pas les surestimer.

Passer à onze chiffres pour le mobile est une solution plus porteuse d'avenir que l'ouverture de la séquence 07, mais elle nécessite plus d'explications tant vers les opérateurs que vers les clients ainsi qu'une programmation de mise en œuvre plus serrée. Les quelques inconvénients sont plus

psychologiques que techniques ou commerciaux. Ils sont aisément surmontables même s'ils nécessitent une volonté ferme notamment pour résister à la pression des divers acteurs qui ne manqueront pas de demander des compensations ou des délais plus importants de mise en œuvre.

En tout état de cause, avec une telle solution, toutes les questions posées par l'Autorité, y compris pour les départements d'outre-mer, permettent d'apporter une réponse en raison des ressources dégagées. Elle donne le temps de trouver les solutions d'adressage des machines techniquement acceptables et internationalement reconnues ; une solution à plus de dix chiffres est d'ailleurs évoquée de façon rapide dans le document de l'Autorité pour les communications M2M

Sans oublier le fait qu'elle permet de faciliter pour les opérateurs étrangers l'acheminement des communications – notamment vers les centres de transit des opérateurs et vers les départements d'outre-mer - en réduisant au maximum la profondeur d'analyse pour définir le routage et la tarification.

Pour ce qui est des pays qui ont un plan semi-ouvert (nombre de chiffres différents dans le plan fixe et dans le plan mobile) et où le téléphone mobile a cru d'une façon explosive, on peut citer l'Algérie avec désormais dix chiffres pour le mobile et neuf pour le fixe (même si le nombre de chiffres du fixe doit augmenter l'année prochaine), les Emirats Arabes Unis (dix et neuf), la Jordanie (dix et neuf)...

En espérant avoir contribué de façon positive au débat, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Pierre MATTEI

Ingénieur général des Télécommunications (*er*)

36, rue de Picpus

75012 Paris

pierremattei@orange.fr